



BULLETIN HEBDOMADAIRE NO. 146 / 1er mars 89

NICARAGUA: MOBILISATION POPULAIRE ET CONSOLIDATION DE LA PAIX™.

A quelques mois des élections, tout va très vite dans la vie politique nicaraguayenne.

UN ENTRETIEN AVEC NOAM CHOMSKY

L'impérialisme peut changer de visage, ses objectifs restent les mêmes : une analyse de Noam Chomsky sur les rapports Etats-Unis - Amérique centrale.

UN HUIT MARS TOURNE VERS L'AVENIR.

Bientôt la paix viendra. Dix ans de révolution et de guerre contre-révolutionnaire ont modifié le rôle des femmes. Comment voient-elles les temps qui s'approchent ?

LE MOMOTOMBO ENTRE DANS LA LEGENDE DU XXI^{ème} SIECLE

Le volcan Momotombo livre le trésor de ses entrailles. Le colosse célébré par Victor Hugo n'y perd rien de sa dignité puisqu'il participe à sa façon à l'indépendance du pays.

BLUEFIELDS A L'HEURE DE LA TRUELLE ET DU MARTEAU

C'est le Reggae de la reconstruction.

LE SALVADOR A L'HEURE DES CHOIX

Après l'important rencontre entre le FMLN et les partis politiques salvadoriens qui a eu lieu à Mexique les 20 et 21 février, l'ANN a interrogé Shafik Handal, membre du commandement de la guérilla.

60P 11481

NICARAGUA: MOBILISATION POPULAIRE ET CONSOLIDATION DE LA PAIX

par Sergio Ferrari

Managua, 24 fév. (ANN). Après le sommet de San Salvador, le paysage politique nicaraguayen se dessine dans ses grands traits, bien que nombre d'inconnues puissent encore surgir d'ici les élections de 90. La perspective électorale explique sans doute l'extrême rapidité de l'activité politique, d'où se dégagent d'ores et déjà certaines directions, certains thèmes.

Parmi les décisions prises par le gouvernement, la plus délicate, de par ses répercussions politiques, son contenu moral et ses incidences concrètes sur la vie du pays, est celle de libérer 1700 gardes somozistes détenus depuis 79. Ainsi que le président Ortega l'a annoncé au cours du rassemblement du 21 février, cette libération sera discutée au parlement le 28 février. L'assemblée décidera des remises de peine sur la base de la classification de la commission inter-américaine des droits de l'homme. A la suite des accords de Sapoa et à la demande du gouvernement nicaraguayen, cette commission a établi une classification des types de détention, des chefs d'accusation, des preuves et prescriptions, qui sera utilisée comme référence pour la libération des prisonniers.

Ce n'est pas un hasard si le président Ortega a annoncé cette décision, "pilule difficile à avaler" mais nécessaire selon ses propres mots, durant l'important mobilisation du 21 février, devant 60'000 habitants de Managua rassemblés sur la place de la révolution, à l'appel du FSLN. Avec ce rassemblement, le Front sandiniste a lancé la mobilisation pour les élections de 90 et le gouvernement s'est assuré de l'aval du peuple en ce qui concerne la décision de libérer les gardes somozistes. "L'effondrement du sandinisme" proclamé par l'opposition est bien relatif, quand on sait que celle-ci, tous partis confondus, n'a réuni que 10'000 personnes lors de sa manifestation nationale du 15 janvier dernier.

La systématisation du dialogue gouvernement-opposition, entamé avant le sommet de San Salvador et confirmé au cours de cette réunion, a occupé une grande place dans la vie politique du pays ces derniers jours. Ce second axe de l'orientation actuelle, qu'il serait hâtif d'analyser d'une manière trop formelle, va permettre de préciser les contours du paysage politique aujourd'hui.

La participation à ce dialogue représente pour chaque groupe ou parti une possibilité de s'inscrire dans la perspective électorale. Les trois premiers jours, huit groupes politiques ont eu un échange avec D. Ortega assisté du secrétaire au parlement, Rafael Solis, qui a déclaré: "Bien qu'une nouvelle rencontre soit nécessaire, le gouvernement a déjà inscrit à son programme certains des points soulevés, tels que la réforme de la loi électorale et

des médias, l'adaptation du conseil suprême électoral et du processus électoral dans son ensemble mais les 17 réformes constitutionnelles réclamées à cor et à cri par l'opposition ne figureront pas dans calendrier de discussion, d'une part parce qu'elles sont contraires aux lois de notre pays, d'autre part parce qu'elles ne font pas partie des engagements pris par le gouvernement devant les présidents centraméricains réunis au Salvador".

La "nouvelle logique économique", contre l'inflation et pour la production, se maintient et se maintiendra comme un facteur-clé d'évolution. Cette semaine, un nouveau réajustement du taux de change a eu lieu, entraînant une hausse du prix des combustibles de 18 %. La relance de la concertation économique-sociale, avec l'ouverture de la cinquième session parlementaire et le rassemblement du 21 février, indique que l'effort de relance de l'unité nationale autour de la production sera primordial dans les semaines et les mois qui viennent.

Au plan local, les Sandinistes appellent à ranimer l'action du mouvement communal, par des débats et des tâches concrètes dans les quartiers. Cette prise en charge au niveau local représente le quatrième axe de la nouvelle dynamique politique. Aussi bien le commandante Omar Cabezas, responsable national des comités de défense sandinistes (CDS) que le commandante Bayardo d'Arce ont insisté sur cette activité de quartier. O. Cabezas a appelé les organismes humanitaires et sociaux qui se sont mobilisés l'an dernier avec le comité d'urgence pour les sinistrés de l'ouragan à "s'unir face à la vie" et à travailler ensemble pour la communauté, demandant aux organisations issues de la révolution de se préparer à la lutte politique pré-électorale.

La décision de libérer les gardes somozistes, le dialogue politique, la concertation économique et la mobilisation populaire sont donc les pièces maîtresses de l'échiquier politique nicaraguayen.

La démobilisation de la Contra et la perspective de paix qui ressortent du sommet des présidents centraméricains, les positions de la nouvelle Administration des Etats-Unis vis-à-vis du Nicaragua et de la région font partie des inconnues. Une fois de plus, le Nicaragua est allé plus vite en besogne que les autres pays d'Amérique centrale et d'ailleurs. Est-ce par nécessité ? par besoin de créer un précédent ? ou est-ce tout simplement la mise en chantier d'une volonté tenace de paix et de reconstruction ?

UN ENTRETIEN AVEC NOAM CHOMSKY

UN ENTRETIEN AVEC NOAM CHOMSKY

par William Robinson (correspondant de l'ANN à Washington)

Washington, 16 fév. (ANN). Noam Chomsky est connu comme l'un des plus éminents intellectuels étatsuniens et exégète de la politique extérieure des Etats-Unis. Agé de 60 ans, il est aujourd'hui professeur de linguistique au "Massachusetts Institut of Technology". Dans une trentaine de livres et des centaines d'articles, il a développé une analyse perspicace de cette société. L'entrevue qu'il a accordé à l'ANN témoigne de sa compétence en matière d'économie politique, de la vitalité de sa vision historique et de sa compréhension des mécanismes de l'impérialisme.

ANN: D'une manière générale, où en est aujourd'hui la doctrine Reagan, et dans quelle mesure pourrait-elle influencer sur la politique extérieure de l'Administration Bush ?

Chomsky : Cette doctrine avait déjà été jetée par dessus bord dans les dernières années de l'ère Reagan. La politique de Reagan reflétait la volonté de l'élite étatsunienne. Elle s'était dessinée à la fin du gouvernement Carter et avait été poursuivie par Reagan, tant sur le plan intérieur qu'international. La nécessité d'accroître les dépenses militaires, d'augmenter le taux de profit des multinationales nord-américaines et d'imposer sa loi à un monde chaque fois plus turbulent sont quelques-unes des raisons qui ont conduit tout naturellement à certaines politiques. Nous avons vu par exemple se développer l'industrie militaire, ce qui va de pair avec une attitude plus agressive et interventionniste face au monde.

Pourtant la classe dominante des Etats-Unis représentait toute une gamme de tactiques, celle de Reagan représentant l'extrême la plus violente de cet éventail. Les hommes de Reagan ont choisi l'option la plus dure, ce qu'on a appelé la doctrine Reagan. En ce qui concerne le Nicaragua, l'élite des Etats-Unis était, dès 1986, arrivée à la conclusion que la "carte Contra" n'était pas la bonne, qu'il y avait des tactiques plus efficaces pour étrangler et détruire un pays petit et faible, situé dans une région du monde dont la survie économique dépend, pour des raisons historiques, des Etats-Unis.

La solution "Contra" est apparue finalement comme coûteuse et préjudiciable aux intérêts étatsuniens, suscitant une opposition à l'intérieur du pays et donnant, à l'extérieur, l'image d'un pays qui viole la loi internationale. Au contraire, des méthodes plus "douces", passant par des pressions économiques et idéologiques, une stratégie "à la chilienne", sont apparues plus efficaces. Avec le départ de Reagan, les rênes tombent entre les mains des "pragmatiques", qui ne voient pas dans la violence et le terrorisme une fin en soi, mais des instruments à n'utiliser qu'en dernier recours. Je crois que

nous allons voir la classe dominante sortir sa carte de rechange, visant aux mêmes objectifs mais sur un mode plus "rationnel".

ANN: Ainsi, le passage de Reagan à Bush va confirmer un changement de tactique mais non d'objectifs en matière de politique extérieure ?

Chomsky : Oui, et il y a deux raisons à ce changement. Tout d'abord les gens de Reagan se situaient parmi les plus durs dans le paysage politique. Des gens comme Jeanne Kirkpatrick, Elliot Abrams, Georges Shultz, etc... ont fait des choses qui n'avaient aucun sens, même de leur propre point de vue. Mais il y a une autre raison, plus fondamentale. Les mécanismes keynésiens qu'ont utilisés ces gens de l'ultra-droite, avec par exemple des investissements d'Etat massifs dans l'industrie d'armement, ont eu des conséquences qui se sont fait sentir dès le milieu des années 80 : déficit fiscal, déficit commercial, faible niveau d'investissement, etc... Cette situation a été à l'origine du changement de politique à l'égard de l'URSS, de l'affrontement à la détente. L'affrontement légitime une politique économique d'armement à haute technologie, mais on recherche la détente lorsque le coût de cette politique belliciste devient trop élevé. Ce revirement a coïncidé, dès le milieu des années 80, avec les changements en URSS et les initiatives de Gorbatchev.

Logiquement, le nouveau gouvernement Bush devrait poursuivre cette politique, mais il est confronté à de nouveaux et graves problèmes, avec le déficit fiscal et commercial. Il essaiera d'en faire subir les conséquences à l'Europe et au Japon par le biais de manipulations financières, en même temps qu'il entreprendra d'élargir la zone commerciale du dollar comme il a tenté de le faire avec l'intégration du Canada, des Caraïbes et de l'Amérique centrale. Mais les déficits, la croissance économique du Japon et de l'Europe de l'ouest, l'unité qui se dessine en Amérique latine, tout concourt à réduire la possibilité des Etats Unis de s'imposer dans le Tiers-Monde. Les Etats-Unis sont toujours la première puissance, mais une puissance qui entre dans son déclin.

ANN: Certains pensent que la détente va entraîner une amélioration des relations entre les deux "super-puissances", mais que dans le Tiers-Monde, Bush va poursuivre les mêmes objectifs que Reagan, simplement avec plus de pragmatisme et de précautions.

Chomsky : Les Etats-Unis s'affrontent actuellement avec l'Europe et le Japon, sur cette question des relations avec l'URSS et le Tiers-Monde. En plus la classe dominante est terrorisée par les initiatives de Gorbatchev. Avec cette "menace de paix", exit la mobilisation et la manipulation du peuple américain contre le "péril communiste", et la détente internationale rend difficile la poursuite des visées étatsuniennes dans le Tiers-Monde.

ANN: En somme, on peut espérer avec Bush une plus grande modération dans la politique extérieure.

Chomsky : On peut espérer une version plus "rationnelle" de la même politique, plus pragmatique, avec moins de recours à "la force pour la force", moins de rhétorique hystérique, mais fondamentalement les mêmes orientations, car la réalité n'a pas changé, non plus que le consensus qui règne dans la classe dirigeante des Etats-Unis sur l'analyse de cette réalité.

ANN: Pour le Nicaragua, que pouvons-nous attendre de la politique de Bush ?

Chomsky : Je ne pense pas que l'affrontement Etats-Unis-Nicaragua sera aussi violent que ces dernières années, mais les positions ne sont pas fondamentalement différents. L'Administration Bush espère qu'elle pourra, à moindre frais, étrangler économiquement le Nicaragua. Elle compte sur les effets de l'ouragan. Ce qu'elle veut pour le Nicaragua est ce qu'elle appelle "démocratie". Elle suppose que personne ne va investir au Nicaragua, que personne ne va travailler à la reconstruction. Elle espère qu'en tirant ces ficelles de l'extérieur, elle pourra diriger une guerre idéologique et économique, tout en maintenant probablement les contras sous une forme ou une autre, comme force terroriste intérieure, obligeant le Nicaragua à une défense permanente. On peut supposer que les Etats-Unis vont entretenir une force de menace dans la région, par le biais de manoeuvres militaires au Honduras, de soulèvements, etc...

Je suis certain également que les Etats-Unis vont tenter de manoeuvrer à l'intérieur du Nicaragua, en structurant des forces parallèles comme ils l'ont toujours fait quand ils ont voulu miner un pays : ils vont travailler avec le patronat, les groupes d'opposition, etc... Je pense qu'ils vont proposer un cadre diplomatique qui leur permette de mener à bien ces politiques.

L'Administration Reagan était parvenue au point limite de rupture ouverte avec la diplomatie, Shultz vociférant : "L'ombre de notre puissance doit planer sur la table des négociations !" Mais, pour Bush, cette position n'est pas tenable à cause des relations publiques. C'est cela qui lui fait dire : "Nous sommes favorables à la voie diplomatique, au processus de paix à la négociation, nous nous en tenons là." C'est cela l'impérialisme "raisonnable", plus raisonnable que le projet de constituer une armée pour attaquer un pays. Avec cette option, il pourrait trouver un consensus, comme sur la question du Salvador où les positions des Démocrates et des Républicains sont les mêmes.

ANN: Et vous ne pensez pas qu'il pourrait y avoir un scénario différent, à visage démocratique, les Etats-Unis incitant l'opposition patronale et politique, pas une aide ouverte ou plus souterraine, à participer à l'économie, à la concertation sociale, aux élections, afin de faire sa place

dans la société ? Cela pourrait être, pour Washington, un moyen de préserver son influence.

Chomsky : Oui, cela peut être une éventualité. Cela dépend de l'analyse que fait Bush des capacités de l'opposition nicaraguayenne à se gagner un appui populaire. La stratégie dont vous parlez est, pour l'essentiel, celle suivie par Carter en 1980.

ANN: Vous ne pensez donc pas qu'une coexistence Etats-Unis - Nicaragua soit possible dans les années qui viennent ?

Chomsky : Elle est possible à moyen terme, si le Nicaragua parvient à résister aux pressions. En outre, je voudrais souligner que je parle des intentions, des objectifs des Etats-Unis, mais ils ne pourront pas nécessairement les réaliser. Ils ne sont pas tout-puissants, il y a des facteurs qui peuvent entrer en jeu, comme Contadora et le processus centraméricain de paix, qui reflète l'indépendance croissante de l'Amérique latine comme contrepoids aux visées des Etats Unis.

Donc si le Nicaragua parvient à dépasser la crise économique actuelle et à entreprendre la reconstruction, les Etats-Unis pourraient se voir obligés à une véritable coexistence, mais c'est improbable à court terme. Il faut bien voir que les Etats-Unis n'avaient jamais imaginé que le Nicaragua tienne jusqu'à aujourd'hui. Ils ne l'admettent pas publiquement, mais ils n'en reviennent pas de ne pas être parvenus à former une guérilla efficace au Nicaragua, malgré les moyens gigantesques investis dans la Contra. Aucun mouvement d'insurrection, dans l'histoire, n'aurait pu rêver d'une telle somme de moyens et d'assistance. Je me dis que même aux Etats-Unis, avec autant de moyens, on pourrait soutenir une guérilla ! Mais cela n'a pas été possible au Nicaragua. Ce fut une démonstration de la volonté de résistance du peuple nicaraguayen.

ANN: Que pensez-vous du cadre centraméricain dans lequel se développe cet affrontement Etats-Unis-Nicaragua ?

Chomsky : Tout l'Amérique centrale connaît de graves problèmes. Les économies se sont détériorées. Les années Reagan ont eu un effet dévastateur, sinon mortel. En fait, une des réussites de l'équipe Reagan est d'avoir tellement abîmé les espoirs des peuples de la région, si l'on repense aux années 70 où des perspectives réelles s'ouvraient pour sortir de la misère. Ces espoirs venaient de la révolution sandiniste, de la théologie de la libération, des mouvements religieux au Salvador et dans d'autres pays, des mouvements paysans au Guatemala, etc... Il y avait une effervescence dans toute la région, et il semblait qu'on allait enfin parvenir à constituer une base pour asseoir la démocratie et la réforme sociale. Beaucoup de ces espoirs furent écrasés par la violence reaganienne. Chaque pays s'est enfoncé dans le désastre économique, au long des années 80. On a enregistré

Unis n'ont pas pu imposer des régimes bourgeois, de latifundistes et de capitalistes, capables de résoudre les problèmes économiques, l'instabilité sociale et politique. Les Etats-Unis ont un problème avec les impondérables en Amérique latine et dans les Caraïbes ! En définitive, il est difficile de prévoir ce qui nous attend, tout dépend des initiatives que prendront les protagonistes eux-mêmes.

UN HUIT MARS TOURNE VERS L'AVENIR

par Raquel Fernandez

Managua, 23 fév (ANN). Pour la première fois, les femmes nicaraguayennes vont célébrer le huit mars avec une perspective différente: elles voient en effet s'éloigner peut-être pour toujours le spectre de la guerre, un fantôme qui les accompagne depuis 500 ans, depuis les soulèvements d'Indiens contre les conquérants espagnols jusqu'à la lutte contre les Etats-Unis et leurs représentants - Somoza et la Contra -, en passant par la lutte pour l'indépendance et contre les Anglais. Avec le sommet de San Salvador, un espoir est né.

Les femmes, qui ont participé massivement au combat contre la dictature, ont gagné un espace qui ne s'est jamais refermé. On peut dire qu'elles n'ont pas perdu leur temps en dix ans de révolution.

Elles sont entrées dans toutes sortes d'organisations et ont pris une part active aux grandes tâches nationales, l'alphabétisation, les campagnes de santé, mais aussi la défense: elles ont formé des bataillons, ont appris l'artillerie et sont devenues de parfaites "cachorras". Elles sont en grand nombre dans la police, certaines avec de hautes responsabilités, à commencer par Doris Tijerino, qui en est le chef. Elles représentent le tiers des députés à l'Assemblée nationale, dont une femme, Letitia Herrera, est vice-présidente pour la première fois dans l'histoire.

Elles sont désormais présentes dans des branches auxquelles elles n'avaient jamais eu accès, comme la métallurgie, la construction ou les télécommunications. Dans l'agriculture, elles ont appris à se servir des machines agricoles et sont membres des coopératives.

Silvia Macewán, responsable national de l'Association des femmes nicaraguayennes Luisa Amanda Espinoza (AMNLAE) estime, dans un entretien avec l'ANN, que la journée internationale de la femme sera en 1989 une date spéciale. "La paix est proche. Nous en avons besoin pour continuer notre combat pour l'émancipation et consolider le pouvoir révolutionnaire, pour continuer à faire ce que nous faisons et à dire ce que nous disons. Tout cela bien que certaines décisions ne nous plaisent pas, comme la libération des gardes somozistes ou le ré-

tour des contras qui ont assassiné nos enfants. Mais nous savons que c'est le prix à payer, et nous le paierons."

LE PIEGE DE LA GUERRE

S. Macewán définit la guerre comme "un piège dans lequel la lutte des femmes n'est pas tombée, mais qui au contraire l'a faite avancer plus vite. Quand les hommes sont partis au front, les femmes auraient pu rester chez elles à se lamenter, mais elles ne l'ont pas fait. Bien que nous ayons donné ce que nous avons de plus précieux, nos propres enfants, nous avons continué à prendre part à la vie sociale, avec toutes les entraves entraînées par le conflit, tout en imaginant des stratégies pour survivre - ce qui était de plus en plus difficile. Nous avons alphabétisé, nous avons été brigadistes de santé, nous avons même participé au recrutement pour le service militaire. Nous avons apporté notre soutien aux mères des héros et martyrs, aux infirmes de guerre, aux jeunes qui faisaient leur service. Et nous avons trouvé du temps pour faire avancer les revendications spécifiques des femmes.

Un de nos principaux combats a été celui pour la défense de la paix et de la vie, pas seulement celle de nos enfants, mais celle de tous les Nicaraguayens. Nous nous battons pour que la vie soit plus belle"

SE PREPARER A LA PAIX

Quand la paix reviendra, les hommes vont rentrer chez eux et, s'ils ont laissé une épouse effacée et timide, ils vont retrouver, par exemple, une dirigeante de coopérative. Cela ne va-t-il pas créer des situations complexes ?

"Sans doute, explique S. Macewán, mais il va falloir qu'ils comprennent que les choses ont changé en leur absence. Il est difficile de penser que les femmes vont regagner leur foyer après avoir joué pendant si longtemps un rôle de premier plan. Il faudra trouver des solutions. La femme qui a appris à conduire un tracteur a le droit de continuer à utiliser ses compétences et il est sûr qu'elle va se battre pour progresser encore. Sans la charge de la guerre, elle pourra être encore plus efficace dans la production et aider au développement du pays.

C'est pourquoi le mot d'ordre que nous avons choisi cette année est "la concertation dans le pays et dans la famille". Si tous les secteurs sociaux se concertent, cette démarche est également nécessaire dans la famille, avec son compagnon et ses enfants de façon à ce que chacun assume ses responsabilités et que le poids ne retombe pas exclusivement sur la femme. Nous sommes décidées à poursuivre notre combat et nous espérons arriver à faire avancer petit à petit nos revendications pour élargir l'espace que la révolution nous a déjà offert".

LE VOLCAN MOMOTOMBO ENTRE DANS LA

LE VOLCAN MOMOTOMBO ENTRE DANS LA LEGENDE DU XXI^{ème} SIECLE

par Sergio Ferrari

Managua, 19 fév. (ANN). Quand, en mars prochain, la deuxième unité de production d'énergie géothermique du volcan Momotombo sera mise en service, le rêve longtemps caressé de trouver une alternative au pétrole sera devenu réalité.

La centrale "Patricio Argüello", située à 90 km au nord-ouest de Managua, fournira selon les prévisions 70 mégawatts annuels, c'est-à-dire 20 % de la production nationale et permettra l'économie d'un million de barils de pétrole, soit 30 millions de dollars, qui pourront être affectés à d'autres branches de la production. Le Momotombo, qui s'élève sur la rive nord du lac de Managua et fait partie d'un ensemble de dix volcans appelé "chaîne de los Marribios", à une hauteur de 1'200 m et une surface de 62 km². Ses réserves sont suffisantes pour maintenir la production actuelle pendant 25 ans. La capacité de production d'énergie du Nicaragua dépasse actuellement les 315 mégawatts, en mars 50 % de l'électricité sera d'origine thermique, 30 % d'origine hydraulique et le reste d'origine géothermique.

Le projet du Momotombo existe grâce à la coopération internationale et plus particulièrement italienne. Tout a commencé en 1981, quand l'organisation latino-américaine de l'énergie a offert 2,5 millions de dollars pour asseoir les bases du projet, après avoir mené une étude approfondie et confirme que le pays possède une véritable réserve stratégique. Le bassin pacifique présente, à lui seul, trois zones, d'un total de 300 km², pourvues de "réserves thermiques infinies" et d'un potentiel estimé à 2'000 mégawatts.

C'est le gouvernement italien et le consortium GIE, également italien, qui ont financé la construction de la centrale. Plus de 50'000 millions de dollars en donations et crédits ont permis, grâce à la venue d'une centaine de spécialistes italiens, de construire les deux premières unités de la centrale "Patricio Argüello". Le programme des Nations-Unies pour le développement et le gouvernement italien ont apporté 9 millions supplémentaires pour effectuer les premiers forages dans un autre secteur (volcan El Hoyo). Par ailleurs, l'exploitation de l'énergie géothermique pourrait recevoir dans les années qui viennent la coopération des pays socialistes, comme cela avait été évoqué l'an passé lors des discussions de la commission mixte URSS/Nicaragua.

Les autorités nicaraguayennes ont précisé que le veto imposé par les Etats-Unis sur un crédit de 20 millions de dollars sollicité à la Banque interaméricaine de développement (BID) en 1982, afin de réaliser les études préliminaires, a fait prendre un retard de sept ans. Cependant, s'il est vrai que le plan initial prévoyait qu'en l'an

2000 le Nicaragua produirait 900 mégawatts, les choses ont tout de même avancé, comme le prouve la mise en service de la deuxième unité de la centrale. Le Nicaragua est désormais à l'avant-garde de l'Amérique latine en ce qui concerne la géothermie.

BLUEFIELDS A L'HEURE DE LA TRUELLE ET DU MARTEAU

par Sergio Martínez et Michèle Faure

Bluefields, fév. (ANN). Quand il arrive à Bluefields par avion, le voyageur est un peu surpris d'atterrir sans la moindre communication avec la tour de contrôle. C'est que celle-ci se résume à une tente garnie d'une chaise et d'un semblant de bureau. C'est là que se tient Doña Betty, qui est chargée de recevoir les passagers et de vendre les billets, tâche désormais compliquée, car la demande a augmenté au rythme de la reconstruction.

Depuis que l'ouragan a détruit en octobre tout ce qui était habitable, Bluefields se relève petit à petit grâce aux soins diligents et sonores des travailleurs du ministère de la construction, des internationalistes cubains et des membres des diverses Eglises.

Les rues sont encore embarrassées de décombres et les principaux édifices toujours en mauvais état, que ce soit les églises, les hôtels ou la mairie. Mais la vie va son train. Les vendeurs de noix de coco ou de jus de fruits circulent comme avant tandis qu'aux abords du marché des "tiendas" offrent leur bière fraîche.

L'activité n'est pas moins grande sur le port. Les Cubains déchargent le matériel destiné à la construction de mille maisons données par leur gouvernement, des vivres et des équipements. Les petits bateaux faisant la navette entre Bluefields et El Bluff partent tout replets de leurs passagers, qui d'ailleurs ne paient pas un centime, la municipalité prenant tout à sa charge.

Les "Costeños" ont repris leurs promenades nocturnes dans le parc central, où les amoureux se donnent à nouveau rendez-vous. On joue "Les dames de l'autobus" au ciné "Variétés". Même quand elle s'amuse, Bluefields travaille à sa renaissance: les déhanchements savants du Reggae dans la moiteur enfumée de la fête du samedi soir, au théâtre de la ville, rapportent des bénéfices qui vont à la reconstruction.

La difficulté des communications est un des principaux ennemis du moment. Le téléphone par micro-ondes ne fonctionne que de façon intermittente, les journaux arrivent avec du retard et radio Zinica n'émet pas en permanence à cause de problèmes techniques. Et, comme avant, les radios et télévisions du Costa Rica inondent la ville de leurs émissions, dont on connaît la teneur idéologique.

Par exemple, radio Impacto mène une forte campagne contre la présence du contingent d'internationalistes cubains "José Martí". Mais sa propagande ne marche guère, puisque un sondage de *Sunrise*, le journal local, a montré que les habitants de Bluefields sont très contents des Cubains et les Cubains des habitants de Bluefields. José, qui avoue avec nostalgie préférer le tabac fort d'un gros cigare à nos *Alas* nationales, vient de La Havane. "C'est ma première mission d'internationaliste et je mourais d'envie de venir. Le personnel d'ici est très bon. Les gens veulent tout savoir de nous".

Pour le moment, de tous les sinistrés, ce sont les habitants de Bluefields qui ont le plus avancé dans la reconstruction. Malgré l'inclémence du ciel - des pluies torrentielles s'abattent toutes les demi-heures -, les Cubains viennent de terminer avec l'aide des bénéficiaires les premières maisons du quartier Santa Ana et la ville entière est au travail. Depuis quelques semaines une étude est menée sur l'état des édifices et du tissu urbain. 34 élèves ingénieurs et architectes venus de Managua à l'initiative du vice-ministre de la construction réalisent ce recensement, sans salaire autre que l'hébergement et la nourriture, mais ravis de mettre en pratique leur récent savoir.

Bluefields coupe, rabote, maçonne et vibre d'un Reggae un peu spécial. Il faudra malgré tout du temps pour qu'elle renaisse, splendide et telle que nous l'avons connue.

PRINCIPAUX OUVRAGES DU MINISTÈRE NICARAGUAYEN DE LA CONSTRUCTION EN PROJET OU EN COURS DE RÉALISATION.

EL BLUFF :

- construction d'un embarcadère.

BLUEFIELDS :

- construction d'un embarcadère, d'un entrepôt portuaire
- réparation des pêcheries "Pescasa", de l'entreprise de la noix de coco, de l'hôpital Sandino, de la mairie, du siège du gouvernement régional.

- goudronnage de trois km de rues

CORN ISLAND :

- réfection de la piste d'atterrissage
- reconstruction de l'embarcadère.

Note: Il faut ajouter à cela d'autres initiatives. L'Église catholique, l'Église morave et le Comité évangélique pour le développement (CEPAD) travaillent à la reconstruction des maisons. Le ministère de l'éducation a reçu l'aide de Cuba, du gouvernement suisse, du gouvernement danois et d'un journal allemand pour remettre en état les écoles de Bluefields, de Laguna de Perlas, de Kukra Hill et de Corn Island. Nous ferons un point précis dans un prochain bulletin.

LE SALVADOR A L'HEURE DU CHOIX

par Marcio Vargas

Mexique, 23 fév. (ANN). A la fin de la réunion qui a eu lieu au Mexique entre le FMLN et les partis politiques salvadoriens, après deux jours de délibérations, de rencontres informelles et de conversations parfois insolites, il est clair que le Salvador est à la croisée des chemins.

La solution politique, qui passe par des élections démocratiques et des négociations sérieuses pour mettre fin à la lutte armée, est la voie que le FMLN a déjà offerte dans plusieurs documents antérieurs, aujourd'hui devenus une proposition acceptée comme point de départ de la discussion par les 13 partis politiques. L'autre possibilité, une nouvelle déclaration de guerre qui conduirait à une intensification du conflit et à une inévitable explosion politique, sociale et militaire, sera le seul chemin si la tentative actuelle de la guérilla échoue. "Nous sommes sûrs d'une chose, c'est que les deux hypothèses mènent de toute façon à la victoire du peuple, nous n'en doutons pas" explique Shafick Handal, membre du commandement général du FMLN.

Le commandant Handal a participé à la réunion de Mexique et ne manifeste aucun pessimisme devant ses résultats. En effet, les partis ont rendu public un communiqué dans lequel ils s'engagent à demander immédiatement l'ouverture d'un dialogue entre le gouvernement et le FMLN afin d'examiner la proposition de paix de ce dernier. "Nous sommes à un carrefour, commente Shafick Handal, la question est de savoir quelle direction va être prise". D'un côté, un consensus national incluant les partis qui ont participé à la réunion de Mexique est en train de naître. De l'autre, l'armée a sorti son revolver pour faire obstacle à la paix. A peine quelques heures après la rencontre avec les partis, Shafick Handal a accepté de répondre aux questions de l'ANN.

ANN: Quelles possibilités réelles existent d'ouvrir la voie à la négociation et d'arriver aux élections libres que vous proposez ?

Handal : On peut y parvenir s'il y a un consensus national et ce consensus est en train de se construire. Il existe déjà au sein des forces sociales qui ont participé au débat national organisé par l'Église. S'il y a par ailleurs un consensus entre les partis politiques, on peut parvenir à une négociation, parce que l'accord du Mexique n'est pas rien, nous y attachons une grande importance.

Le consensus national doit également inclure une partie de l'armée car tous les militaires ne pensent pas comme le haut commandement: il y a ceux qui ont vu la guerre comme une bonne affaire, et ceux qui y ont participé directement, ont appris à nous connaître et ont eu des contacts avec la population. Mais le consensus au sein de la nation doit s'entendre à certains secteurs de l'entreprise

privée. Nous sommes un pays sous-développé dans un monde de plus en plus difficile et l'entreprise privée s'en trouve également affectée. C'est pourquoi nous lui proposons de dialoguer, de construire ensemble. Nous ne demandons pas qu'on nous donne le pouvoir. Nous proposons simplement des élections démocratiques et un gouvernement de consensus.

ANN: La proposition du FMLN de reconnaître le résultat des élections diffère de ses positions passées. Comment s'est effectué de changement ?

Handal : La situation dans le pays est différente sur le plan social et politique, mais le cadre centroaméricain et latino-américain a également changé. La politique de Reagan a échoué et, dans le monde, le processus de détente et de solution des conflits régionaux a avancé. Par ailleurs, l'Administration Bush n'a toujours pas défini sa position pour l'Amérique centrale et la conjugaison de toute une série de facteurs nous a conduit à penser que le moment était venu de faire une proposition audacieuse. Nous avons retiré l'idée de former un gouvernement provisoire représentant différents secteurs, auquel nous aurions participé et qui aurait été chargé d'organiser des élections régulières et libres. Les Etats-Unis avaient répondu non à l'idée de partager le pouvoir: si vous le voulez, nous disaient-ils, participez aux élections. Et tant qu'a duré l'Administration Reagan, nous savions que cette position ne varierait pas.

Puis, Reagan a échoué et nous nous sommes posés la question de savoir si oui ou non on pouvait négocier d'une autre façon. Nous avons pensé qu'il fallait essayer, dans la nouvelle conjoncture. Nous avons décidé d'aller aux élections et avons offert à tous, y compris aux Etats-Unis, une proposition qui facilite la solution pacifique, évite un affrontement international et permette de bonnes relations avec les Etats-Unis - car si nous avons déjà de bonnes relations avec le peuple étatsunien nous souhaitons en avoir également avec le gouvernement.

ANN: Il a y déjà eu des dialogues avec le gouvernement Duarte. Qu'ont-ils donné ?

Handal : Ils se sont accumulés et ont abouti à des accords que le gouvernement n'a jamais respectés. Mais ils ont renforcé la volonté de paix du peuple salvadorien. La paix est maintenant une aspiration partagée par tous les secteurs de la population. Mais Duarte n'est jamais venu discuter avec nous autre chose que notre capitulation. Lors de la dernière rencontre que nous avons eu avec lui en octobre 1987, il est arrivé avec un texte qui ressemblait à une poésie et parlait de pardon et d'oubli. Quand nous avons demandé des propositions concrètes - quand? comment? - il a répondu que le pardon et l'oubli étaient suffisants et s'est mis à parler comme un curé. A la fin, sur proposition du FMLN, des commissions ont été créées. Mais le gouvernement a commencé alors à se demander laquelle devait être réunie la première. Puis

Herbert Anaya, le président de la commission des droits de l'homme a été assassiné. Nous avons alors suspendu les dates proposées pour ces réunions, sans rompre pour autant. Mais ils ont profité de l'occasion pour tout arrêter. Aujourd'hui, les choses ont changé tant au Salvador que dans le monde.

ANN : Pourtant, le haut commandement des Forces armées refuse de considérer la proposition...

Handal : Lorsque nous avons fait notre proposition, le 23 janvier, nous l'avons adressée au gouvernement, à l'Assemblée législative dominée par ARENA, à tous les partis politiques et à la direction des forces armées, qui font partie, en principe, de l'exécutif, mais qui sont en réalité le vrai pouvoir.

Dans les 48 heures qui ont suivi, la première réaction du gouvernement a été le non, l'armée s'est tue et a laissé parler Duarte. Mais quand notre proposition a commencé à recevoir une audience au niveau international, un mouvement s'est fait sentir dans le pays, puis le département d'Etat de la Maison Blanche a appelé à la "réflexion". Les choses ont alors changé. Le gouvernement a renvoyé la balle aux partis politiques, qui se sont montrés disposés à chercher un consensus. Ces derniers se sont mis au travail et, fait sans précédent au Salvador, ont examiné sérieusement notre proposition, mais les militaires, passant des pressions à l'action, ont commencé à fourbir leurs armes. Le colonel E. Ponce, chef de l'état-major, parlant en public comme dans une réunion des forces armées, a déclaré que la proposition était inacceptable, qu'il fallait en finir avec le FMLN et extirper ce cancer.

Le ministre de la défense, tenu à plus de prudence politique, s'est néanmoins senti obligé de brandir lui aussi la menace des armes et d'un coup d'Etat, si le président Duarte ne quittait pas le pouvoir le 1er juin, comme cela est prévu par la constitution. Selon celle-ci l'Assemblée législative doit destituer le président, s'il n'y a pas de scrutin avant le 1er juin, et nommer un président provisoire pour qu'il convoque à des élections. Au cours du dialogue avec les partis politiques, cette éventualité a été envisagée, sous les menaces du ministre de la défense, qui n'a pas voulu entendre parler de président provisoire. Ce que l'on peut constater en tout cas, c'est que les partis politiques sont tous venus discuter à Mexico, qu'un document en est sorti appelant au dialogue. Les partis politiques ont renvoyé la balle que le président leur avait lancée.

ANN: Et en cas de réponse négative, que pourraient faire les partis politiques ?

Handal : Il existait la possibilité de retirer tous les candidats aux élections présidentielles, pour que celles-ci ne puissent avoir lieu le 19 mars, mais il n'y a pas eu de consensus là-dessus, la Démocratie chrétienne proposant de

repousser seulement les élections de quinze jours. Cette solution a été rejetée par les autres partis comme inadéquate au problème que nous soulevons. Ces partis ont affirmé ensuite qu'ils n'étaient pas en mesure de décider.

La discussion en est restée là, sur une porte ouverte à la Démocratie chrétienne pour qu'elle se joigne au compromis.

ANN: Quelle a été l'attitude de l'extrême-droite, ARENA ?

Handal : Quelle que soit l'impression que l'on ait pu avoir d'ARENA durant la réunion, sa délégation a largement contribué à l'accord. On peut s'interroger sur ce fait, mais je ne vais pas entrer dans des spéculations.

ANN: Si le gouvernement et les forces armées persévèrent dans leur refus, que se passera-t-il ?

Handal : Le colonel Ponce l'a dit, il a appelé à détruire le FMLN. On peut donc s'attendre à ce que les militaires redoublent d'effort, auquel cas la guerre s'intensifierait.

Quand je dis cela, ce n'est pas une menace, nous ne sommes pas en train de lancer un ultimatum, ou quoique ce soit de semblable. Ce sont eux qui menacent et nous répondons. Nous ne sommes pas en position de faiblesse, contrairement à ce qu'ils disent. Nous les avons pratiqués et nous avons appris à combattre leur armée. On est à une croisée de chemins, et le haut commandement brandit ses armes pour barrer la route à toute solution politique.

ANN: Dans le cas d'un accord sur votre proposition, que fera le FMLN ?

Handal : Il y aura une négociation immédiate pour une trêve de cinq mois pendant la campagne électorale. Dans le même temps, nous engagerons une autre négociation pour mettre fin définitivement au conflit armé. Il ne s'agit pas de déposer les armes, car elles resteront prêtes à défendre les aspirations du peuple salvadorien.

Si nous les déposons, il y aurait un bain de sang, un massacre. Nous n'allons pas nous suicider, ni laisser tuer des milliers de patriotes. La fin du conflit armé ne pourrait être que l'aboutissement d'un processus vraiment démocratique. Il faut transformer les forces armées, elles doivent être soumises au pouvoir civil. Il faut démanteler les forces de sécurité, en faire un corps professionnel réellement au service de la sécurité publique.

ANN : Certains concluent que votre proposition met un point final à la stratégie de lutte armée...

Handal : Notre stratégie continue d'être une articulation de la lutte armée avec la lutte politique et diplomatique. Nous sommes dans une situation nouvelle, à un tournant où la lutte politique et diplomatique prennent un relief nouveau, et cela nous conduit à articuler d'une autre manière la lutte armée avec les formes politiques et diplomatiques. Comment se terminera notre lutte ? Cela dépend du chemin choisi. Si notre proposition atteint son but, ce sera une victoire du peuple, car c'est une proposition liée intimement aux aspirations du peuple salvadorien. Il s'agirait d'une révolution avec des caractéristiques nouvelles, chaque révolution a les siennes propres. Mais si ce chemin de la négociation se ferme, nous n'abandonnerons pas la lutte politique et diplomatique, mais la lutte armée reprendra nécessairement le dessus.

ANN: le père Ignacio Ellacuria, recteur de l'université catholique du Salvador et expert reconnu de la politique salvadorienne, a dit récemment que le temps de la lutte armée semble passé au Salvador...

Handal : Je respecte le père Ellacuria... Mais tout le monde peut se tromper. Il ne suffit pas d'avoir raison théoriquement, les faits doivent suivre.

L'agence de presse du Nicaragua, ANN Agencia Nueva Nicaragua, publie également des bulletins hebdomadaires en allemand.

Prix annuel pour particuliers : Ffrs 450.--/Sfrs 135.--
pour comités de solidarité : Ffrs 700.--/Sfrs 250.--
pour institutions : Ffrs 1'000.--/Sfrs 350.--

UN PAIEMENT SEMESTRIEL EST POSSIBLE

Directeur: Roberto García Boza.

Editeur: Martin Muheim. Rédactrice responsable à Zurich: Alma Noser. ANN Agencia Nueva Nicaragua, case postale 236, CH-8042 Zurich.

